

Elevages  
9, rue du sabot  
22440 Ploufragan

Ploufragan, le 12/08/2025

## ***Rapport de l'Inspection des installations classées***

Visite d'inspection du 11/08/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **SCEA AUBRY LE MAY**

8 RUE DE JOSSELIN  
22210 La Chèze

Références : GMCLM-2025-08-11-1  
Code AIOT : 0052205413

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/08/2025 dans l'établissement SCEA AUBRY LE MAY implanté GUERFIAC 22210 Saint-Étienne-du-Gué-de-l'Isle. L'inspection a été annoncée le 23/07/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Plan pluriannuel de contrôle 2025.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SCEA AUBRY LE MAY
- GUERFIAC 22210 Saint-Étienne-du-Gué-de-l'Isle
- Code AIOT : 0052205413
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'AIOT est un élevage porcin de type post-naisseur engraisseur autorisé pour 2 300 places engraissement (rubrique 3660-b) et déclaré pour 322 AE (rubrique 2102-1).

**Thèmes de l'inspection :**

- Air
- Eau de surface
- Fertilisation
- Fuite dans le milieu
- Stratégie de défense incendie

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites	Proposition de délais <sup>(1)</sup>
1	Déclaration annuelle des flux d'azote	Arrêté Préfectoral du 24/05/2024, article 4.2	Demande d'action corrective	4 mois
5	Transfert lisier pour traitement	AP Complémentaire du 30/11/2016, article 2.1	Les suites dépendront de l'instruction du dossier déposé le 05/08/2025.	
6	Notification des changements du plan d'épandage	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 27-2-d	Les suites dépendront de l'instruction du dossier déposé le 05/08/2025.	
9	Propreté	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 6	Demande d'action corrective	2 mois
12	Défense externe contre l'incendie (DECI)	AP Complémentaire du 30/11/2016, article 3	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
14	Installations électriques et registre des risques	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
2	Respect des effectifs animaux ou de la production d'azote du dossier	Arrêté Préfectoral du 30/11/2016, article 1
3	Tenue du cahier d'épandage	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 37
4	Bordereaux de transfert d'effluents	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 37
7	Calcul du 170 kg/SAU	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 16-II
8	Déclaration GERE	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 45
10	MTD16 Émissions atmosphériques d'NH <sub>3</sub> , fosse à lisier	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42
11	Ouvrages de stockage d'effluents	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11-II
13	Défense interne contre l'incendie (extincteurs)	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le plan d'épandage n'est pas à jour. L'obligation de traitement du lisier n'est pas respectée (dossier déposé en cours d'instruction pour ces 2 items). La DECI n'est pas complète. Le site n'est pas maintenu propre et en bon état (déchets, gouttières effondrées, végétation sur le bâtiment). Les installations électriques ne sont pas vérifiées. Quelques erreurs sont présentes sur la DFA.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Déclaration annuelle des flux d'azote

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/05/2024, article 4.2
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution diffuse
<b>Prescription contrôlée :</b> PAR 7 Art 4.2 : Toute personne physique ou morale épandant des fertilisants azotés sur une parcelle agricoles située en région Bretagne ou dont l'activité génère un fertilisant azoté destiné à l'épandage sur une parcelle agricole, que cette parcelle soit située ou non dans la région, a l'obligation d'effectuer chaque année une déclaration, sincère et véritable des quantités d'azote de toutes origines épandues ou cédées. En application de l'article L.211-3, point III du code de l'environnement, cette obligation est étendue aux vendeurs d'azote minéral et aux opérateurs effectuant la transformation d'effluents d'élevage et/ou le commerce de fertilisants organiques produits à partir d'effluents d'élevage. La déclaration couvre la période allant du 1er septembre de l'année précédant l'année en cours au 31 août de l'année en cours et s'applique à l'ensemble des personnes mentionnées dans cet article.
<b>Constats :</b> Erreurs dans la DFA 2023-2024 : les effectifs de porcs charcutiers ne sont pas déclarés (azote tout de même pris en compte car "porcins - BRS" renseigné). L'exploitant déclare céder de l'azote à l'EARL MAINGUY JEAN-YVES, qui n'existe plus depuis février 2014 ; la SCEA MAINGUY a repris les terres.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Déclarer tous les effectifs porcins même si le cadre "porcins - BRS" est renseigné. Renseigner les bons SIRET des prêteurs de terre.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 4 mois

### N° 2 : Respect des effectifs animaux ou de la production d'azote du dossier

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/11/2016, article 1
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Dispositions générales
<b>Prescription contrôlée :</b> RESPECT EFFECTIFS PRODUCTION ANNUELLE : 7 360 porcs charcutiers et 12 000 post-sevrages.
<b>Constats :</b> Conforme.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 3 : Tenue du cahier d'épandage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 37
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution diffuse
<b>Prescription contrôlée :</b> Un cahier d'épandage, tenu sous la responsabilité de l'exploitant et à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées pendant une durée de cinq ans, comporte pour chacune des surfaces réceptrices épandues exploitées en propre : 1. Les superficies effectivement épandues ; 3. Les dates d'épandage ;

4. La nature des cultures ; 5. Les rendements des cultures ; 6. Les volumes par nature d'effluents et les quantités d'azote épandues, en précisant les autres apports d'azote organique et minéral ; 7. Le mode d'épandage et le délai d'enfouissement ; 8. Le traitement mis en œuvre pour atténuer les odeurs (s'il existe).
<b>Constats :</b> Conforme.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 4 : Bordereaux de transfert d'effluents

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 37
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution diffuse
<b>Prescription contrôlée :</b> Lorsque les effluents d'élevage sont épandus sur des parcelles mises à disposition par un prêteur de terres, un bordereau cosigné par l'exploitant et le prêteur de terre est référencé et joint au cahier d'épandage. Ce bordereau est établi au plus tard à la fin du chantier d'épandage. Il comporte l'identification des surfaces réceptrices, les volumes d'effluents d'élevage et des matières issues de leur traitement épandus et les quantités d'azote correspondantes.
<b>Constats :</b> Les bordereaux sont renseignés et cosignés.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 5 : Transfert lisier pour traitement

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 30/11/2016, article 2.1
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution diffuse
<b>Prescription contrôlée :</b> Une partie des déjections issues de cet élevage, à savoir 1026 m3 soit 5209 unités d'azote, doit être prise en charge par la SCEA BALUSSON sise à « La Ville Jéhan » en PLUMIEUX pour y être traitée.
<b>Constats :</b> Aucun lisier n'est envoyé pour traitement. L'exploitant a déposé un dossier le 05/08/2025 pour demander à ne plus traiter de lisier, suite au réhaussement du seuil obligatoire de traitement, car il produit moins de 25 000 unités d'azote par an.
<b>Type de suites proposées :</b> Les suites dépendront de l'instruction du dossier déposé le 05/08/2025.

#### N° 6 : Notification des changements du plan d'épandage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 27-2-d
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution diffuse
<b>Prescription contrôlée :</b> Toute intégration ou retrait de surface du plan d'épandage constitue un changement notable notifié avant sa réalisation à la connaissance du préfet. La notification contient pour la ou les surfaces concernées les références cadastrales ou le numéro d'îlot de la déclaration effectuée au titre de la politique agricole commune (îlot PAC), la superficie totale, le nom de l'exploitant agricole de l'unité et l'aptitude des terres à l'épandage. Le calcul de dimensionnement du nouveau plan d'épandage ainsi que sa cartographie sont mis à

<p>jour.</p> <p>Lorsque les surfaces ont déjà fait l'objet d'un plan d'épandage d'une installation classée autorisée ou enregistrée, et si les conditions sont similaires notamment au regard de la nature des effluents entre le nouveau plan d'épandage et l'ancien, la transmission de l'aptitude des terres à l'épandage peut être remplacée par les références de l'acte réglementaire précisant le plan d'épandage antérieur dont elles sont issues.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>A l'issue de la visite d'inspection du 25/10/2022, il a été demandé à l'exploitant de mettre son plan d'épandage à jour, suite à la perte de 5 ha de SAU. De plus les prêteurs de terre ont en partie changé plusieurs fois par rapport à la situation autorisée. L'exploitant a déposé un dossier de mise à jour du plan d'épandage le 05/08/2025. Le dossier n'est pas encore instruit.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Les suites dépendront de l'instruction du dossier déposé le 05/08/2025.</p>

**N° 7 : Calcul du 170 kg/SAU**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 16-II</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution diffuse/DN</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Directive Nitrates du 31/12/1991 : ANNEXE III : Ces mesures assurent que, pour chaque exploitation ou élevage, la quantité d'effluents d'élevage épandue annuellement, y compris par les animaux eux-mêmes, ne dépasse pas une quantité donnée par hectare. Cette quantité donnée par hectare correspond à la quantité d'effluents contenant 170 kilogrammes d'azote.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>41 kgN / SAU.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 8 : Déclaration GEREP**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 45</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Élevage, Émission d'ammoniac</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant déclare chaque année les émissions atmosphériques d'ammoniac provenant de chaque bâtiment d'hébergement et pour chaque catégorie animale sur le site internet mis à disposition pour le registre des émissions de polluants et des déchets dans les modalités prévues par l'arrêté du 31 janvier 2008 susvisé. L'exploitant transmet, en annexe de sa déclaration, les informations sur lesquelles les valeurs qu'il a déclarées sont basées. Si des outils de calcul ont été utilisés afin de déterminer ces émissions, ils sont transmis sans modification de leur format de fichier</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant effectue correctement les déclarations d'émissions atmosphériques sur GEREP tous les ans.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 9 : Propreté**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 6</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Élevage, Propreté</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'ensemble des installations et leurs abords, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés</p>

et maintenus en bon état de propreté.
<b>Constats :</b> Des déchets de différents types sont présents, le long du bâtiment sur des parties bétonnées, et au fond derrière le bâtiment sur des zones enherbées. La végétation commence à gagner sur certains déchets. Les gouttières tout autour du bâtiment sont envahies de végétation et en partie effondrées. De la végétation (lierre...) pousse le long du bâtiment à différents endroits.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Regrouper les déchets en attendant leur évacuation, et veiller à leur évacuation dès qu'un "lot" (camion benne) est plein. Remplacer les gouttières. Nettoyer le bâtiment de la végétation qui pousse le long des murs.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 10 : MTD16 Émissions atmosphériques d'NH3, fosse à lisier**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42
<b>Thème(s) :</b> Élevage, MTD 16
<b>Prescription contrôlée :</b> Couvrir la fosse à lisier.
<b>Constats :</b> La fosse rectangulaire a été couverte (dalle béton).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 11 : Ouvrages de stockage d'effluents**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11-II
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution accidentelle/DN
<b>Prescription contrôlée :</b> Les équipements de stockage et de traitement des effluents d'élevage visés à l'article 2 sont conçus, dimensionnés et exploités de manière à éviter tout déversement dans le milieu naturel. Les équipements de stockage à l'air libre des effluents liquides sont signalés et entourés d'une clôture de sécurité et dotés, pour les nouveaux équipements, de dispositifs de surveillance de l'étanchéité. [...]
<b>Constats :</b> Pas de fuite. La fosse à lisier n'est pas à l'air libre (couverte).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 12 : Défense externe contre l'incendie (DECI)**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 30/11/2016, article 3
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Sécurité – incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> Compte tenu des éléments transmis dans le dossier, les besoins en eau destinés à la lutte contre l'incendie seront réalisés de manière à disposer simultanément et en permanence d'un débit de 180 m3/heure pendant 2 heures soit 360 m3. 1/3 des besoins sera fourni par le réseau public (poteaux ou bouches d'incendie). Une réserve de 120 m3 sera installée à moins de 200 mètres des bâtiments à protéger, pour faciliter la mise en œuvre des secours.

<p>Le complément des besoins sera fourni par une ou plusieurs réserves incendies aux caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- disponibles en toute saison,</li> <li>- être espacées les unes des autres de 400 m maximum,</li> <li>- être signalées,</li> <li>- être accessible en permanence aux engins de lutte contre l'incendie,</li> <li>- disposer d'une aire de stationnement de 32m<sup>2</sup> (8*4) permettant la mise en aspiration d'un engin d'incendie ou de 12m<sup>2</sup> (4*3) pour une motopompe remorquable.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Une borne incendie se situe à 400m du bâtiment par voie carrossable. Une poche incendie de 120m<sup>3</sup> a été achetée, mais pas encore installée. Les 120 m<sup>3</sup> restants à fournir, en une ou plusieurs réserves, ne sont pas prévus.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Finaliser l'installation de la poche de 120 m<sup>3</sup>. Demander au SDIS un rapport pour confirmer ou non le besoin de 360 m<sup>3</sup> au total. A défaut, mettre en place les 120 m<sup>3</sup> supplémentaires.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 6 mois</p>

**N° 13 : Défense interne contre l'incendie (extincteurs)**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Élevage, Sécurité – incendie</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La protection interne contre l'incendie est assurée par des extincteurs portatifs dont les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. [...]</p> <p>Les extincteurs font l'objet de vérifications périodiques conformément à la réglementation en vigueur. [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Il y a 5 extincteurs de différents types sur le site. Ils ont été changés le 11/08/2025.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 14 : Installations électriques et registre des risques**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Élevage, Sécurité – incendie</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques [...] sont entretenues en bon état et vérifiées par un professionnel tous les cinq ans ou tous les ans si l'exploitant emploie des salariés ou des stagiaires.</p> <p>Un plan des zones à risque d'incendie ou d'explosion telles que mentionnées à l'article 8, [...] les justificatifs des vérifications périodiques des matériels électriques [...] et les éléments permettant de connaître les suites données à ces vérifications sont tenus à la disposition des services de secours et de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées, dans un registre des risques.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant ne fait pas vérifier les installations électriques. Le plan des zones à risque est présent.</p>



<b><i>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</i></b> Faire vérifier les installations électriques.
<b><i>Type de suites proposées :</i></b> Avec suites
<b><i>Proposition de suites :</i></b> Demande d'action corrective
<b><i>Proposition de délais :</i></b> 2 mois